ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου **1953** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **49**

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2299.

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας συναφθείσης τὴν 5ην Ἰουλίου 1952 Συμφωνίας περὶ ἀμοιβαίας καταργήσεως θεωρήσεως διαβατηρίων.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται ἡ μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας συναφθεῖσα συμφωνία «περὶ ἀμοιβαίας καταργήσεως τῆς θεωρήσεως τῶν διαβατηρίων», ὑπογραφεῖσα ἐν Ρώμῃ τὴν 5ην Ἰουλίου 1952 καὶ ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ ὡς καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ὁ ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

No 3241

NOTE VERBALE

L'Ambassade Royale de Grèce, faisant suite aux conversations qui ont eu lieu entre celle-ci et ce Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne, a l'honneur sur les instructions de son Gouvernement, de proposer à l'honorable Ministère le texte suivant d'un accord en vue de la suppression des visas des passeports pour les ressortissants hellénes et italiens, voyageant respectivement en Italie et en Grèce.

Conformément à la résolution No 20 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, datée du 19 mars 1952. relative à la suppression des visas des passeports pour les ressortiesants des pays membres du Conseil de l'Europe, les Gouvernements Italien et Hellénique sont convenus de ce qui suit :

1. Les ressortissants italiens et les ressortissants hellènes quel que soit leur pays de provenance, seront libres de se rendre respectivement en Grèce et en Italie sans être tenus d'obtenir un visa préalable, à condition qu'ils soient porteurs. d'un passeport valable du pays dont ils sont ressortissants. Il est entendu que la limite maxima de séjour pour chaque entrée ne dépassera pas un mois. Les ressortissants italiens et hellénes, qui désirent résider en Grèce et en Italie respectivement pendant une période ne dépassent en aucun cas trois mois devront obtenir des Autorités locales l'autorisation nécessaire que lesdites Autorités seront libres d'accorder ou de refuser.

2. Il est entendu que les ressortissants de deux pays respecti's, qui omt déjà profité d'une entrée sans visa dans le territoire de l'autre ne pourront y revenir, sans visa, que si une période d'au moins trois mois s'est écoulée à partir de la date de sortie. Toutefois, cette restriction ne s'appliquera pas aux personnes qui auraient préalablement obteur des Autoritées locales du pays ou elles comptent se rendre, un permis les exemptant d'une telle obligation.

3. Il est convenu que l'abolition de visa n'exempte pas les ressortissants italiens et les ressortissants hellènes se rendant respectivement en Grèce et en Italie de l'obligation de se conformer aux lois et réglements italiens et grecs concernant l'entrée, la résidence et l'emploi des étrangers.

Les Aurotités compétentes de chacune des deux Parties se réservent le droit de refuser, aux personnes considérées comme indésirables, l'entrée ou le séjour dans leurs pays respectifs.

Les Autorités de Sûreté des deux pays collaboreront pour la mise en application des dispositions du paragraphe 2 de l'Article3.

4. Les ressortissants italiens et hellènes, qiu désirent se rendre respectivememnt en Grèce et en Italie dans le but d'y exercer un métier, profession ou autre occupation, ne pourront bénéficier des dispositions de l'Artiocle ler de cet accord et seront, en tout cas, tenus d'obténir au préalable, des Consulats des deux pays respectifs, le visa nécessaire.

5. Le présent accord entrera en vigueur le ler août 1952. Chacune des parties pourra le suspendre temporairement pour des raisons d'ordre public et la suspension devra être notifiée à l'autre Partie par la voie diplomatique, moyennant un préavis de trois mois.

6. Les gens de mer ressortissants de chacun de deux Pays, sur présentation de leur livret maritime, béneficieront des facilités prévues à l'Article ler.

7. Toutes les fois qu'un visa sera requis, le tarif des taxes consulaires sera celui actuellement en vigueur.

Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Accord moyennant un préavis de six mois.

Si l'honorable Ministère est d'accord sur le texte propesé ci-dessus, la présente Note ainsi que la réponse que le Ministère des Affaires Etrangères voudra bien adresser à cette Ambassade constitueront un accord entre les deux Gouvernements. Dans ce cas il est entendu que celui-ci entrera en vigueur à partir du ler août 1952.

Cette Ambassade profite de l'occasion pour renouveler à l'honorable Ministère les assurances de sa très haute considération.

Rome, le 3 Juillet 1952.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
19]12485]52

NOTA VERBALE

Il Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di accusare ricevuta della Note Verbale in date 3 luglio 1952 N. 3241 con la quale l' Ambasciata Reale di Grecia, in armonia alla resoluzione n. 20 in date 19 marzo u. s. del Comitato ad Ministri del Consiglio d' Europa ed a conclusione delle intese verbali., ha proposto le seguenti norme per regolare l' ingresso dei cittadini greci in Italia e dei cittadini italiani in Grecia :

1o) Les ressortissants italiens et les ressortissants hellènes quel que soit leur pays de provenance, seront libres de se rendre respectivement en Grèce et en Italie sans être tenus d' obtenir un visa préalable, à condition qu' ils soient porteurs d' un passeport valable du pays dont ils sont ressortissants. Il est entendu que la limite maxima de séjour pour chaque entrée ne dèpassera pas un mois. Les ressortissants italiens et hellènes, qui désirent résider en Grèce et en Italie respéctivement pendant une période ne dépassant en aucun cas trois mois devront obtenir des Autorités locales l' autorisation nécessaire que lesdites Autorités seront libres d' accorder ou de refuser.

2o) Il est entendu que les ressortissants des deux pays respectifs, qui ont déja profité d' une entrée sans visa dans le territoire de l' autre ne pourront y revenir, sans visa, que si une période d' au moins trois mois s' est écoulée à partir de la date de sortie. Toutefois, cette restriction ne s' appliquera pas aux personnes qui auraient préaléblement obtenu des Autorités locales du pays où elles comptent se rendre, un permis les exemptant d' une elle obligation.

3. Il est convenu que l'abolition de visa n'exempte pas les ressortissants italiens et les ressortissants hellènes se rendant respéctivement en Grèce et en Italie de l'obligation de se conformer aux lois et réglements italiens et grecs concermant l'entrée, la résidence et l'emploi des étrangers.

Les autorités compétentes de chacune des deux Parties se réservent le droit de refuser, aux personnes considérées comme indésirables , l'entrée ou le séjour dans les pays respectifs.

Les Autorites de Sûreté des deux pays collaboreront pour la mise en application des dispositions du paragraphe 2 de l'Art. 3.

4. Les ressortissants italiens et hellénes qui desirent se rendre respéctivement en Grèce et en Italie dans le but d'y exerscer un métier, profession ou autre occupation, ne pourront bénéficier des dispositions de l'article ler de cet accord et seront, en tous cas, tenus d'obtenir au préalable; des Consulats des deux pays respectifs, le visa nécessaire.

ALLA AMBASCIATA REALE DI GRECIA ROMA

5. Le présent accord entrera en vigueur le ler août 1952. Chacune des parties pourra le suspendre temporairement pour des raisons d'ordre public et la suspension devra être notifiée à l'autre Partie par la voie diplomatique, moyennant un préavis de trois mois.

6. Les gens de mer ressortissants de chacun des deux Pays, sur présentation de leur livret maritime, bénéficieront des facilités prévues à l'article ler.

7. Toutes les fois qu'un visa sera requis, le tarif des taxes consulaires sera celui actuellement en vigueur.

Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Accord moyennant un préavis de six mois.

Il Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di confermare all'Ambasciata Reale di Grecia che il Governo italiano é pienamente d'accordo con il Governo greco per l'applicazione delle disposizioni di cui sopra, e rimane pertanto Convenuto che la sopra citata Nota Verbale dell Ambasciata Reale di Grecia e la presente riposta contituiscono i documenti facenti fede degli impegni recipro comente assunti.

Il Minisrtero degli Affari Esteri coglie l'occasione par asprimere all'Ambasciata Reale di Grecia gli atti dela sua pi\ alta considerazione.

Roma, 5 luglio 1952.

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Ἡ Β. Πρεσβεία τῆς Ἑλλάδος, ἐν συνεχείᾳ τῶν μεταξὺ αὐτῆς καὶ τοῦ Ἰταλικοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν συνομιλιῶν ἔχει τὴν τιμήν, ἐπὶ τῇ βάσει ὁδηγιῶν τῆς Κυβερνήσεώς της, νὰ προτείνῃ εἰς τὸ ἀξιότιμον Ὑπουργεῖον τὸ ἀκόλουθον κείμενον συμφωνίας ἀφορώσης τὴν κατάργησιν τῶν θεωρήσεων τῶν διαβατηρίων Ἑλλήνων καὶ Ἰταλῶν ὑπηκόων ταξιδευόντων ἀντιστοίχως εἰς Ἰταλίαν καὶ Ἑλλάδα :

Συμφώνως πρὸς τὴν ὑπ' ἀριθ. 20 καὶ ἀπὸ 19 Μαρτίου 1952 ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἀφορῶσαν τὴν κατάργησιν τῶν θεωρήσεων τῶν διαβατηρίων ὑπηκόων τῶν χωρῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, αἱ Κυβερνήσεις Ἰταλίας καὶ Ἑλλάδος συμφωνοῦν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

1. Οἱ Ἰταλοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι, ἐξ οἱασδήποτε χώρας προερχόμενοι, θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνουν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Ἰταλίαν, ἄνευ προηγουμένης θεωρήσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τυγχάνουν κάτοχοι ἐν ἰσχύϊ διαβατηρίων τῆς χώρας ἧς εἶναι ὑπήκοοι. Τὸ ἀνώτατον ὅριον παραμονῆς δι' ἑκάστην εἴσοδον δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὸν ἕνα μῆνα. Οἱ Ἰταλοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπιθυμοῦντες ὅπως παραμείνουν ἐν Ἑλλάδι καὶ Ἰταλίᾳ ἀντιστοίχως, ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μὴ ὑπερβαῖνον, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, τοὺς τρεῖς μῆνας, δέον νὰ τύχουν σχετικῆς πρὸς τοῦτο ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, τὴν ὁποίαν αὗται εἶναι ἐλεύθεραι νὰ χορηγήσουν ἢ νὰ ἀρνηθοῦν.

2. Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρας τῶν χωρῶν οἱ ἔχοντες εἰσέλθει ἄνευ θεωρήσεως εἰς τὴν ἑτέραν τούτων δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπανέλθουν εἰς ταύτην, ἄνευ θεωρήσεως, πρὸ τῆς παρελεύσεως τοὐλάχιστον τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐξόδου. Ὁ περιορισμὸς οὗτος δὲν ἰσχύει διὰ πρόσωπα τυχόντα προηγουμένης ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν τῆς χώρας εἰς ἣν πρόκειται νὰ μεταβοῦν, δι' ἧς ἀπαλλάσσονται τῆς τοιαύτης ὑποχρεώσεως.

3. Ἡ κατάργησις τῶν θεωρήσεων δὲν ἀπαλλάσσει τοὺς Ἰταλοὺς καὶ Ἕλληνας ὑπηκόους τοὺς μεταβαίνοντας ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Ἰταλίαν τῆς ὑποχρεώσεως ὅπως συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς Ἰταλικοὺς καὶ Ἑλληνικοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν εἴσοδον, διαμονὴν καὶ ἐργασίαν τῶν ἀλλοδαπῶν.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιφυλάσσουν ἑαυταῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνηθοῦν τὴν εἴσοδον ἢ τὴν παραμονὴν εἰς τὴν χώραν των προσώπων θεωρουμένων ὡς ἀνεπιθυμήτων.

Αἱ Ὑπηρεσίαι Ἀσφαλείας τῶν δύο χωρῶν θὰ συνεργάζωνται διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 3.

4. Οἱ Ἰταλοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ μεταβοῦν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Ἰταλίαν πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐν γένει δὲν ἀπολαύουν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1 τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ τύχουν κανονικῆς θεωρήσεως τῶν διαβατηρίων των ὑπὸ τῶν προξενικῶν ἀρχῶν τῆς ἑτέρας χώρας.

5. Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Αὐγούστου 1952. Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ ἀναστελῃ προσωρινῶς τὴν ἐφαρμογὴν της, διὰ λόγους δημοσίας τάξεως, κατόπιν τριμήνου προειδοποιήσεως· ἡ τοιαύτη ἀναστολὴ δέον ὅπως γνωστοποιηθῇ εἰς τὸ ἕτερον τῶν Μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

6. Οἱ ἐργάται θαλάσσης, ὑπήκοοι ἑκατέρας τῶν δύο χωρῶν, ἐπὶ τῇ ἐπιδείξει τῶν ναυτικῶν φυλλαδίων των, ἀπολαύουν τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1 παρεχομένων διευκολύνσεων.

7. Ὁσάκις ἀπαιτεῖται θεώρησις τὰ εἰσπραττόμενα τέλη θὰ καθορίζωνται βάσει τῆς ἐν ἰσχύϊ προξενικῆς διατιμήσεως.

Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν, κατόπιν ἑξαμήνου προειδοποιήσεως.

Ἂν τὸ ἀξιότιμον Ὑπουργεῖον συμφωνῇ ἐπὶ τοῦ ἀνωτέρω κειμένου, ἡ παροῦσα διακοίνωσις καὶ ἡ ἀπάντησις ἣν τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν θὰ εὐαρεστηθῇ νὰ ἀπευθύνῃ εἰς τὴν Πρεσβείαν ταύτην θὰ ἀποτελέσουν συμφωνίαν μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ τοιαύτη συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς 1ης Αὐγούστου 1952.

Ἡ Πρεσβεία ταύτη δράττεται τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἀνανεώσῃ εἰς τὸ ἀξιότιμον Ὑπουργεῖον τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑψίστης αὐτῆς ὑπολήψεως.

Ἐν Ρώμῃ τῇ 3 Ἰουλίου 1952

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν ἔχει τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσῃ λῆψιν τῆς ὑπ' ἀριθ. 3241 καὶ ἀπὸ 3 Ἰουλίου 1952 ρηματικῆς διακοινώσεως διὰ τῆς ὁποίας ἡ Β. Πρεσβεία τῆς Ἑλλάδος, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπ' ἀριθ. 20 καὶ ἀπὸ 19 Μαρτίου ἐ. ἔ. ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ ἐν συμπεράσματι τῶν προφορικῶν συνεννοήσεων, προέτεινε τοὺς κάτωθι κανόνας οἱ ὁποῖοι θὰ διέπουν τὴν εἴσοδον Ἑλλήνων ὑπηκόων εἰς Ἰταλίαν καὶ Ἰταλῶν ὑπηκόων εἰς Ἑλλάδα.

1. Οἱ Ἰταλοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι, ἐξ οἱασδήποτε χώρας προερχόμενοι, θὰ δύναται νὰ μεταβαίνουν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Ἰταλίαν, ἄνευ προηγουμένης θεωρήσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τυγχάνουν κάτοχοι ἐν ἰσχύϊ διαβατηρίων τῆς χώρας ἧς εἶναι ὑπήκοοι. Τὸ ἀνώτατον ὅριον παραμονῆς δι' ἑκάστην εἴσοδον δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὸν ἕνα μῆνα. Οἱ Ἰταλοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπιθυμοῦντες ὅπως παραμείνουν ἐν Ἑλλάδι καὶ Ἰταλίᾳ ἀντιστοίχως, ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μὴ ὑπερβαῖνον, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, τοὺς τρεῖς μῆνας, δέον νὰ τύχουν σχετικῆς πρὸς τοῦτο ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, τὴν ὁποίαν αὗται εἶναι ἐλεύθεραι νὰ χορηγήσουν ἢ νὰ ἀρνηθοῦν.

2. Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρας τῶν χωρῶν οἱ ἔχοντες εἰσέλθει ἄνευ θεωρήσεως εἰς τὴν ἑτέραν τούτων δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπανέλθουν εἰς ταύτην, ἄνευ θεωρήσεως, πρὸ τῆς παρελεύσεως τοὐλάχιστον τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐξόδου. Ὁ περιορισμὸς οὗτος δὲν ἰσχύει διὰ πρόσωπα τυχόντα προηγουμένης ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν τῆς χώρας εἰς ἣν πρόκειται νὰ μεταβοῦν, δι' ἧς ἀπαλλάσσονται τῆς τοιαύτης ὑποχρεώσεως.

3. Ἡ κατάργησις τῶν θεωρήσεων δὲν ἀπαλλάσσει τοὺς Ἰταλοὺς καὶ Ἕλληνας ὑπηκόους τοὺς μεταβαίνοντας ἀντι-

στοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Ἰταλίαν τῆς ὑποχρεώσεως ὅπως συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς Ἰταλικοὺς καὶ Ἑλληνικοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν εἴσοδον, διαμονὴν καὶ ἐργασίαν τῶν ἀλλοδαπῶν.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιφυλάσσουν ἑαυταῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνηθοῦν τὴν εἴσοδον ἢ τὴν παραμονὴν εἰς τὴν χώραν των προσώπων θεωρουμένων ὡς ἀνεπιθυμήτων.

Αἱ ὑπηρεσίαι Ἀσφαλείας τῶν δύο χωρῶν θὰ συνεργάζωνται διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 3.

4. Οἱ Ἰταλοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ μεταβοῦν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Ἰταλίαν πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐν γένει δὲν ἀπολαύουν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1 τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ τύχουν κανονικῆς θεωρήσεως τῶν διαβατηρίων των ὑπὸ τῶν προξενικῶν ἀρχῶν τῆς ἑτέρας χώρας.

5. Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Αὐγούστου 1952. Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ ἀναστείλῃ προσωρινῶς τὴν ἐφαρμογήν της, διὰ λόγους δημοσίας τάξεως, κατόπιν τριμήνου προειδοποιήσεως· ἡ τοιαύτη ἀναστολὴ δέον ὅπως γνωστοποιηθῇ εἰς τὸ ἕτερον τῶν Μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

6. Οἱ ἐργάται θαλάσσης, ὑπήκοοι ἑκατέρας τῶν δύο χωρῶν, ἐπὶ τῇ ἐπιδείξει τῶν ναυτικῶν φυλλαδίων των, ἀπολαύουν τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1 παρεχομένων διευκολύνσεων.

7. Ὅσάκις ἀπαιτεῖται θεώρησις τὰ εἰσπραττόμενα τέλη θὰ καθορίζωνται βάσει τῆς ἐν ἰσχύϊ προξενικῆς διατιμήσεως.

Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν, κατόπιν ἑξαμήνου προειδοποιήσεως.

Τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν ἔχει τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσῃ εἰς τὴν Β. Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος ὅτι ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι ἀπολύτως σύμφωνος διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἀνωτέρω καὶ ὅτι συμφωνεῖται ὅπως ἡ προμνησθεῖσα ρηματικὴ διακοίνωσις τῆς Β. Πρεσβείας τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ παροῦσα ἀπάντησις ἀποτελέσουν τὰ κείμενα τὰ συνταχθέντα εἰς πίστωσιν τῶν ἀμοιβαίως ἀναληφθεισῶν ὑποχρεώσεων.

Τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν δράττεται τῆς εὐκαιρίας ὅπως ἐκφράσῃ εἰς τὴν Β. Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑψίστης αὐτοῦ ὑπολήψεως.

Ἐν Ρώμῃ τῇ 5ῃ Ἰουλίου 1952.

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)